



2015

rapport d'activités **2015**



2015

3 L'édito

Eléments de contexte

4 Des carrés de ciel bleu dans la grisaille

Mettre en œuvre les transitions

8 Territoires nourriciers

9 Méthanisation biogaz : à plein régime

10 Le baromètre 2015

11 Schémas territoriaux méthanisation

12 1,2,3 TEPOS

13 Animation bois énergie : mettre les projets sur de bons rails

14 Organic Vallée : valorisation des agro-ressources en Lauragais

Innovations et perspectives

15 Afterres2050 : une analyse et des résultats consolidés

17 DIVA et la valorisation agronomique des digestats

17 Phosph'OR : recycler un fertilisant renouvelable

18 CIBIOM : quelle vocation énergétique réelle pour les cultures intermédiaires

18 Hycabiome : des bactéries au service du « power to gas renouvelable »

19 Méthalaë : la méthanisation, accélérateur de transition agroécologique

20 Qessa : mesurer les services rendus par la biodiversité à l'agriculture

Promouvoir les transitions

21 Conférences, séminaires, salons : quelques étapes de l'année 2016

22 Formations

23 L'espace Info-Energie : plus de terrain, plus de proximité

25 Financement des projets par les citoyens

26 Les nouveaux habits de notre communication

Gouvernance et finances

27 Coup d'œil dans le rétro

28 L'équipe

29 Nouveaux réseaux

30 Tous comptes faits

31 En route pour 2016 !



Si Solagro poursuit son projet depuis bientôt 35 ans, chaque année apporte son lot de nouvelles expériences, de découvertes, de frustrations aussi. Laissons les craintes et les déceptions pour souligner les bons points de l'année, ces choses qui ont fait la couleur de 2015.

2015 a été traversée de quelques prises de risques sans lesquelles il ne peut y avoir de créativité heureuse. Tout en poursuivant nos activités « historiques » dans les domaines de l'agro-écologie, et de la méthanisation, nous avons franchi un cap supplémentaire, en matière de prospective, grâce aux déclinaisons du scénario Afterres2050 dans 4 régions. Afterres2050 a ainsi passé avec succès, sa première confrontation avec un « réel » régional. Un réel « de chiffres et de données », mais aussi un réel humain, un réel de « positions », parfois diamétralement opposées et à qui nous avons donné la possibilité de s'exprimer.

Nous avons pour cela, et c'est aussi une nouveauté 2015, fait appel à des spécialistes de l'animation, de la médiation, pour permettre à chacun de dépasser ses peurs, pour créer un climat de confiance et de coopération. Il fallait oser espérer créer de l'écoute... en pleine crise agricole, alors que les positions se crispent. Nous y sommes arrivés dans 3 régions sur 4 ! Afterres2050 peut donc continuer son tour de France avant, qui sait, d'explorer d'autres contrées.

Le goût du risque, c'est aussi un engagement renouvelé dans des programmes de recherche et développement. Nous avons ainsi monté ou, participé au montage d' Hycabiome, Babet-real5, Bag'ages qui élargissent nos partenariats et nos champs d'investigation pour les prochaines années, mais dont les plans de financement sont parfois difficiles à boucler en dépit des affichages de soutien prioritaire à la recherche et l'innovation.

Le frisson du risque, nous l'avons également ressenti quand nous avons décidé de rénover nos outils de communication. D'un seul site internet, nous en avons créé 3 (Solagro, L'espace Info-Energie et le blog Afterres2050), sans parler des sites spécialisés Osae et Herbea qui font grandir notre capacité à transmettre, à partager !

Il y a le risque qui nous laisse en appétit, et le risque que l'on redoute. De la même façon que chaque fin d'année est l'occasion de faire des vœux pour la nouvelle année, chaque rapport d'activité nous permet d'exprimer nos espoirs, et nos craintes. De se plier à l'exercice des vœux en somme !

J'en ferai deux : que les belles ambitions climatiques et énergétiques affichées lors de la COP 21 ne meurent pas avant d'avoir pris quelques racines, et que les choix énergétiques nationaux ne nous ramènent pas plusieurs décennies en arrière, alors que les citoyens et les territoires commencent à saisir les enjeux de la reconquête d'une certaine autonomie énergétique et que les amorces - même inachevées - de décentralisation font naître de réels espoirs.

Cécile Canale
Présidente de Solagro

Des carrés de ciel bleu dans la grisaille !

Alors que le mot agroécologie est l'entête d'une loi et de plans divers, les résistances à une mise en œuvre d'un nouveau modèle sont tenaces, les avancées bien lentes.

En matière de méthanisation, nous avons travaillé pour une révision des dispositifs de soutien qui, même s'ils ne sont pas totalement adaptés, devraient donner un bol d'air à la filière, en difficulté depuis plusieurs mois.

Heureusement, ça bouge dans les territoires, et c'est là que nos travaux prennent sens.



Des lois agricoles bien à la peine...

Àprement discuté pendant des mois, rejeté par le Sénat au printemps 2016, le projet de loi défendu par la députée Brigitte Allain sur le soutien aux circuits courts et à l'agriculture biologique va-t-il être définitivement enterré ? Tous les désespoirs sont permis, puisque nous dit-on, notre agriculture ne pourra jamais produire assez en bio et en circuits courts (contrairement aux perspectives proposées dans Afterres2050).

Pour l'heure, bien plus que le législateur, ce sont les consommateurs qui tirent la bio, stimulent la demande, adoptent les circuits courts. De leur côté, les agriculteurs se convertissent en masse, + 15 % de conversion ces derniers mois, un rythme jamais atteint.

Peut-être commencent-ils à douter de l'intérêt d'aller chercher des points de productivité et de compétitivité, à grands renforts de technique, de chimie, de génétique, après des années de stagnation des rendements.

Débats très vifs également sur la réduction des pesticides et l'évaluation de leurs effets sur la santé. Leur utilisation a augmenté de 9,4 % entre 2013 et 2014, tandis que les partisans de l'agrochimie ont gagné un report de l'objectif de réduction de 50 % de 2018 à l'horizon 2025 ! Là aussi, au motif que l'agriculture ne sait pas faire, qu'elle n'est pas prête. Non au « bio », oui au pesticides : Tout cela a le mérite de la cohérence. Nous attendions aussi beaucoup de la constitution de groupements d'intérêt économique

et environnemental mis en place par la loi d'avenir de l'agriculture de 2014. Un GIEE, c'est des agriculteurs qui se regroupent de manière volontaire, et qui s'engagent à modifier ou à consolider leurs pratiques, pour en même temps, améliorer leurs résultats économiques et environnementaux. Théoriquement appuyé par le conseil et le développement, les chercheurs, relayé par les Préfets, ce dispositif GIEE nous semblait en capacité de remettre du collectif dans les campagnes, de l'environnement, ... Quel est le premier bilan ? Malgré des perspectives de majorations ou d'attribution préférentielle des aides (FEADER, FEDER, FSE, ADEME, Régions...) les GIEE n'ont pas vraiment décollé. Mais ont-ils été au moins réellement soutenus, encouragés ? 240 GIEE fin 2015 : le compte n'y est pas encore.

Le sursaut vient pour le moment de collectivités locales. Quelques unes (Pays, Communautés de communes, Parcs, agglomérations, ...) ont bien compris l'enjeu d'une reterritorialisation de la production agricole, l'enjeu de rapprocher les producteurs de leur arrière pays et leurs habitants-consommateurs.

C'est pourquoi, les travaux que nous avons menés en 2015 avec quelques unes de ces collectivités autour des territoires nourriciers, sont des éclaircies dans la grisaille qui nous font garder espoir.

Actualité de la méthanisation : il était temps !

1^{er} novembre 2015 : un nouvel arrêté tarifaire vient modifier le prix d'achat de l'électricité des unités de méthanisation déjà en fonctionnement. Une décision très importante, qui vient soulager un secteur en difficulté. Cela fait plusieurs années déjà que les professionnels de la méthanisation donnent l'alerte : les conditions économiques de la méthanisation rurale ne permettent pas de tenir les objectifs fixés par les pouvoirs publics. Et même des installations en fonctionnement doivent faire face à des difficultés imprévues, notamment la perte des ressources en biodéchets du fait d'une concurrence accrue entre projets.

Dans une étude menée en 2013 pour le compte du Club Biogaz, nous avons déjà identifié le problème et proposé des solutions.

Il aura cependant fallu attendre 2015 pour que ce diagnostic soit enfin partagé par tous, notamment par les institutions et les pouvoirs publics.

Pour ces derniers, le nombre de nouveaux projets semblait conforme aux objectifs. Pour les professionnels, qui ont une vision plus claire des projets, la dynamique était clairement en panne.

C'est la raison pour laquelle, le Club Biogaz (dont nous sommes membres actifs), a demandé la création d'un comité national du biogaz, lors des rencontres nationales sur le biogaz qui se sont déroulées à Toulouse en novembre 2014. Depuis son installation en Mars 2015, ce comité s'est doté d'une demi-douzaine de groupes de travail comme le « GT Injection biométhane » qui existait déjà depuis 2009 et auquel Solagro participe depuis sa création. Les autres sont des groupes nouveaux. L'un est consacré aux « indicateurs », avec pour objectif de mieux apprécier la dynamique réelle de la filière et de ne plus subir les mêmes déconvenues, et erreurs d'appréciation

sur les dynamiques de développement. Le premier GT à s'être réuni s'est consacré aux « mécanismes de soutien » dans le cadre du remaniement du dispositif en faveur des énergies renouvelables. Le système existant, basé sur des tarifs d'achat garantis, ne concernera désormais que les unités d'une puissance électrique inférieure à 300 kW, ainsi que le biométhane.

Pour les unités de forte puissance, au-delà de 1000 kW, c'est un système d'appel d'offres qui sera mis en place.

Pour les puissances intermédiaires, un système appelé « tarif plus prime » intégrant des mécanismes de marché sera instauré, ce dispositif qui rajoute de l'incertitude n'est pas adapté aux projets déjà assez complexes de méthanisation et va pénaliser le segment de développement des unités de cogénération de moyenne puissance. Ces réunions ont par ailleurs permis de constater un certain consensus sur les bases fondamentales du « modèle français » de la méthanisation rurale. Un modèle qui se veut multi-dividendes, adapté à la diversité des territoires, et qui ne repose pas sur des cultures énergétiques.

Il appartient aux acteurs de la filière de faire vivre ce consensus, denrée rare et donc précieuse aujourd'hui. Avec notamment deux axes : le premier est un devoir de qualité des réalisations, et les professionnels ont ouvert le chantier, présenté lors de la journée « Qualité méthanisation » organisée par le Club Biogaz en Décembre 2015. Le second, qui incombe cette fois principalement aux responsables agricoles, est un devoir de responsabilité, avec les discussions ouvertes autour des cultures énergétiques. Si le principe d'un taux maximal d'incorporation a été accepté lors du débat sur la loi sur la transition énergétique, les modalités et les détails qui vont maintenant accompagner ce choix vont être de première importance pour conserver à la méthanisation les bases de ce consensus.



Une filière qui commence à sortir du marasme, et une ébauche de consensus sur les contours du modèle français.

Ça bouge sur les territoires

Nouvelle organisation des compétences avec les différents volets de la réforme territoriale : loi MAPTAM pour les métropoles et les pôles d'équilibre territoriaux, loi NOTRe pour les Régions et les intercommunalités nouvelles compétences et missions confiées par la loi de transition énergétique, redéfinition des périmètres géographiques, changement de couleur politique... ça bouge indéniablement dans les territoires !



Session de travail, autour d'Afterres2050

Ces changements semblent paradoxalement entraîner un certain immobilisme : le temps de se mettre en ordre de marche peut être ? Mais, en matière d'énergie et de climat, les collectivités locales ont désormais une belle boîte à outils. Comment vont-elles vouloir, savoir et pouvoir effectivement s'en servir pour construire des politiques adaptées aux enjeux de développement de leur territoire et de nos engagements en matière de climat et de transition énergétique ?

Cheffes de file de l'aménagement et du développement durable, les nouvelles régions sont désormais en charge des schémas régionaux de tous ordres : climat, air, énergie, formation, développement économique, recherche-innovation, biomasse, déchets, intermodalité, cohérence écologique, coordination des plateformes territoriales de la rénovation, sans oublier la programmation pluriannuelle de l'énergie. Espérons que ces schémas, élaborés en concertation, sauront mobiliser les acteurs, insuffler de nouvelles dynamiques, créer de la cohérence entre les métropoles et les territoires ruraux...

La présidente de la nouvelle région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées a annoncé vouloir en faire la première « Région à Energie Positive ». Nous ne pouvons que nous en réjouir et nous inscrire avec enthousiasme dans la liste des acteurs qui s'engagent dans cet objectif...

Mais pour notre Région comme pour l'ensemble des collectivités, le chemin est semé d'embûches.

Si les territoires sont officiellement à la manœuvre, leur action doit s'inscrire dans un cadre national clair et cohérent qui peine à s'établir en dépit d'une loi de transition énergétique votée en Août 2015 qui en dessinait des contours prometteurs. 70 ans de régime centralisé et de co-gestion avec ceux qui sont devenus des géants du secteur ne se balaient pas d'un revers de loi.

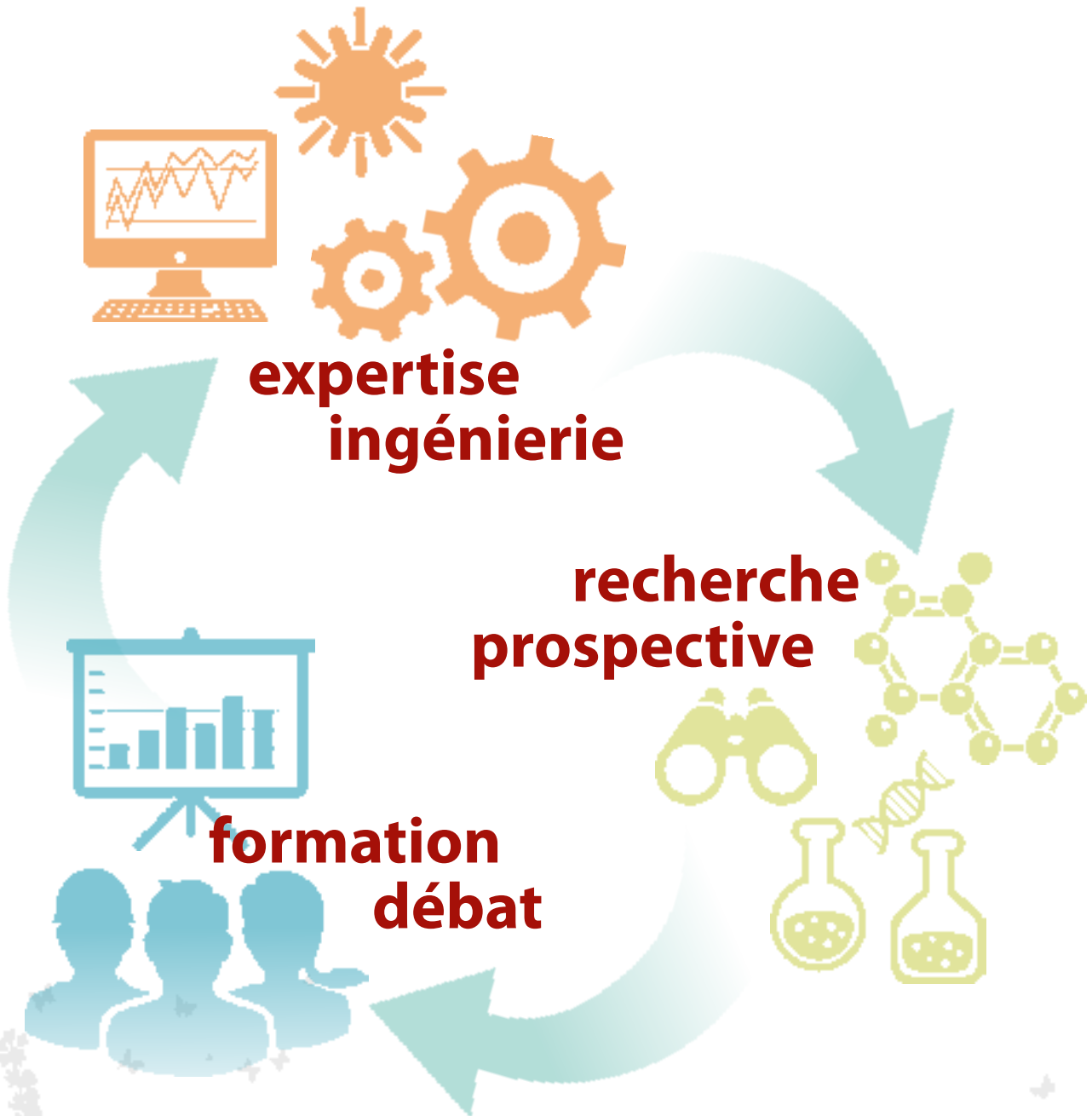
Les collectivités, doivent tout d'abord se doter de services compétents ou rendre leurs services compétents pour, en interne, inscrire la problématique « énergie » de façon transversale dans les différents axes de la politique territoriale et, en externe, constituer des interlocuteurs avertis pour obtenir des fournisseurs et des gestionnaires des réseaux les données et les services nécessaires à la conduite d'une politique locale pertinente. Si, en terme d'organisation, les questions ne se posent pas de la même manière dans les villes et métropoles que dans les territoires ruraux, un des prochains défis va pourtant bien être de mener une réflexion commune pour mettre en œuvre de nouveaux partenariats et de nouvelles solidarités entre les pôles de consommation urbains et les potentiels de production des territoires ruraux comme cela s'amorce sur les questions alimentaires.

Avançons pas à pas ! Le concept de territoire à énergie positive, vulgarisé par l'appel à projets ministériel permet une bonne acculturation à ceux qui ne s'arrêtent pas à la consommation immédiate - et parfois précipitée - des fonds alloués par l'État, mais engage une réflexion et un plan d'actions de long terme.

Mais, même dans les territoires les plus volontaires, certaines notions sont difficiles à s'approprier et les décisions complexes à mettre en œuvre en dépit d'arguments très positifs en terme d'économie et de développement local, que les prix artificiellement bas du pétrole pourraient momentanément remettre en cause.

La satisfaction, la fierté des territoires qui renforcent leur cohésion autour de projets économiques locaux, porteurs de sens et d'avenir et montrent toutefois que le souhaitable est possible.

Compte-rendu d'activité 2015
autour d'une ambition partagée :
imaginer, promouvoir, accompagner
les transitions énergétiques et agroécologiques.



Mettre en œuvre, Innover, promouvoir et former :
les trois piliers historiques de l'activité de Solagro.

Territoires nourriciers

Comment recréer des activités « nourricières » aux portes des villes ? La question nous a conduit de Toulouse à Grenoble en passant par l'Île-de-France et Carcassonne

Pour tester Afterras2050 en zone urbaine, nous avons proposé à Toulouse Métropole à titre exploratoire une scénarisation de l'évolution de ses besoins alimentaires et de sa capacité à les couvrir. Le contexte est particulier : de fortes tensions foncières et des prévisions de croissance démographique parmi les plus élevées en France. Nos scénarios montrent que pour éviter l'effondrement d'un taux de couverture alimentaire déjà très bas (moins de 6 % sur la métropole, 33 % sur l'aire urbaine), il y aurait besoin d'une coordination bien au-delà du périmètre métropolitain à l'image de l'approche grenobloise (voir ci-après), ce qui n'exclut pas d'ores et déjà de préserver les terres de l'artificialisation, de revitaliser les derniers pôles maraîchers...

Dans la continuité de ce travail, nous avons participé au schéma directeur d'aménagement du site maraîcher de Quinze Sols (140 ha en bord de Garonne), sur la ville de Blagnac. Nous avons formulé des propositions pour redynamiser cet espace qui voit son activité s'éroder ; le nombre de maraîchers en activité diminuant d'année en année : création d'alignements, de haies, de bosquets et de réservoirs de biodiversité, de cheminements pour ouvrir le site au public. Avec la Métropole et la ville de Blagnac, nous avons ensuite déposé, avec succès, une demande de soutien auprès de la Fondation de France. Il s'agit de rassembler des compétences locales en agronomie, agrobiologie, économie (CERTOP, ENFA, ENSAT, Erables 31, INRA) pour concrétiser ce projet.



A dix kilomètres de Paris, des fermes sauvées de l'urbanisation.

L'aire grenobloise pour sa part s'active à définir sa stratégie de coordination et de mutualisation dans une démarche que nous avons co-animée avec Médiation Environnement pour Grenoble-Alpes Métropole, le Pays Voironnais, le Grésivaudan, les parcs naturels régionaux Vercors et Chartreuse et Alpes Sud Isère. Ces six territoires entendent bien actionner en cohérence tous les leviers (protection foncière, installation d'agriculteurs, circuits courts, restauration collective « bio » et locale, transformation) pour construire un projet de territoire nourricier.

Nous avons enfin entamé un travail avec l'Agence des Espaces Verts d'Île-de-France (AEV). Mission : définir la stratégie agricole et paysagère sur trois sites : la plaine d'Argenteuil, la ferme du Plessis-Saint-Antoine et l'Hurepoix, vaste territoire périurbain du sud parisien (10 000 ha). Le schéma proposé pour la plaine d'Argenteuil (130 ha), élaboré avec l'Agence TER, a convaincu les élus de l'intérêt économique de poursuivre l'histoire maraîchère fondée sur l'accueil du public et la variété des productions (légumes, vergers...) commercialisées localement.



Au Plessis-Tréville, nous avons travaillé sur un îlot agricole de 70 ha en zone urbaine dense, handicapé par l'absence de bâti. L'axe stratégique des scénarios conjugue l'amélioration paysagère (proposée par l'Atelier Troisième Paysage), la transformation fermière des céréales et la vente directe. Sur l'Hurepoix, nous aidons l'AEV à définir une stratégie de gestion des parcelles dont elle est propriétaire. Ces deux études s'achèveront en 2016. Nous avons également contribué avec Tercia Consultants à la rédaction de la charte agricole et paysagère de Carcassonne Agglo.

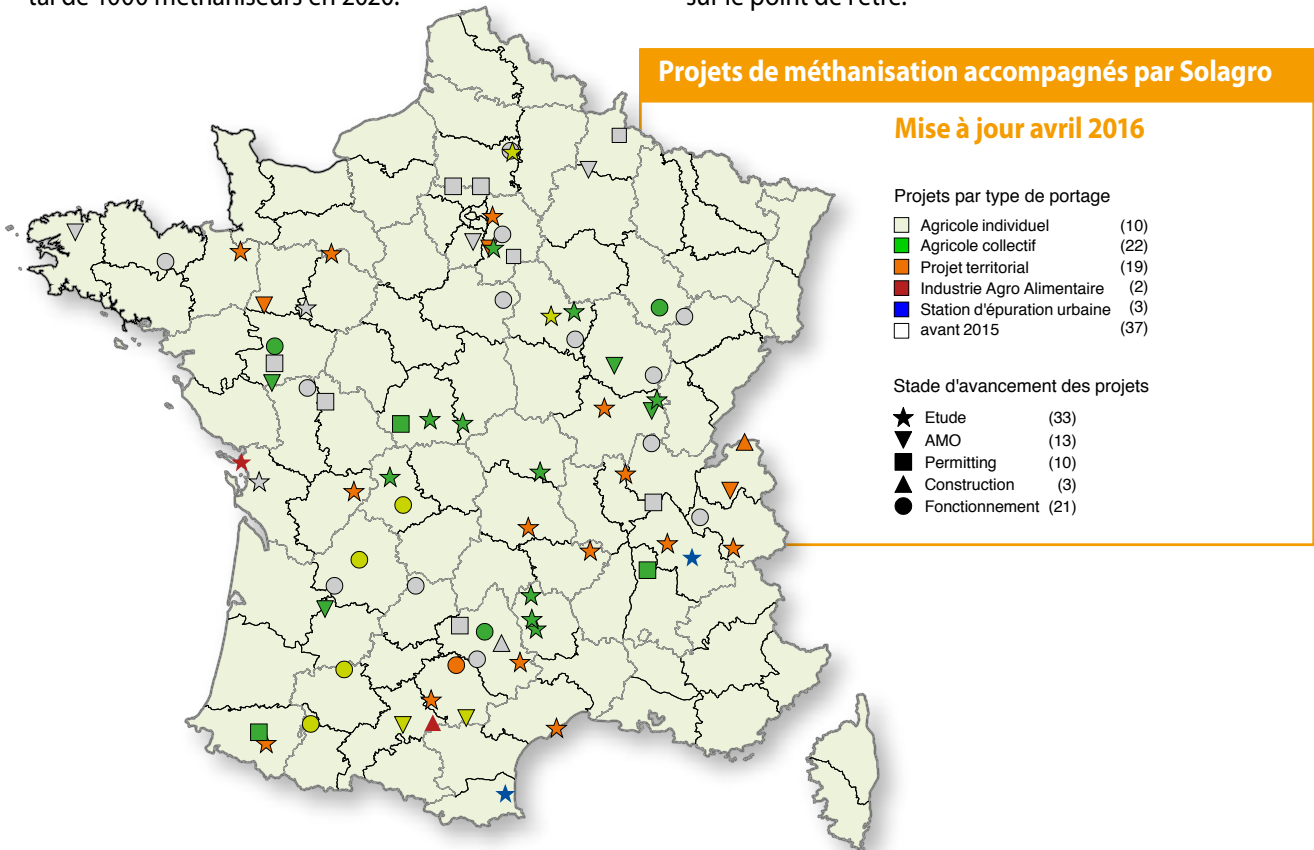
Les quinze sols (Blagnac) :
un pôle maraîcher à structurer, dynamiser, à bio-diversifier !

Méthanisation biogaz : à plein régime !

Alors que les conditions d'appui aux projets notamment sur le volet « vente d'énergie » ne sont pas encore optimales, nous avons toujours autant de demandes d'études et d'accompagnement.

Les porteurs de projets anticipent-ils des jours meilleurs, notamment un contexte politique et institutionnel plus favorable, avec l'adoption de nouveaux tarifs au printemps 2016 plus cohérents avec l'objectif gouvernemental de 1000 méthaniseurs en 2020.

En tout état de cause, sans changement de cap fort et majeur, on peut prédire sans trop d'erreurs, que le verre a de fortes probabilités d'être à moitié plein en 2020 (ou vide), avec de l'ordre de 400 à 500 projets en service ou sur le point de l'être.



Une activité d'études et d'appui toujours très intense

Entre les nouvelles études engagées en 2015, et les interventions en assistance au développement ou à la construction de projets étudiés les années précédentes, nous avons travaillé sur 46 dossiers en 2015 (42 en 2014)... Les projets portés par des collectifs d'agriculteurs, tout comme les projets dits « territoriaux » qui associent autour des agriculteurs, des apporteurs de matières organiques variés (com-

munes, entreprises agroalimentaires, restauration, grande distribution), sont nombreux : ils totalisent respectivement 22 et 19 opérations accompagnées. Ces démarches sont de plus en plus tournées vers l'injection de biométhane dans les réseaux gaz naturel, et visent généralement une maximisation de l'autonomie sur les intrants (engrais chimiques en premier lieu) pour ne pas dépendre de fournisseurs tiers.

Sur le terrain, ... la montée en régime

Les unités de méthanisation dont nous avons accompagné dernièrement la conception puis la réalisation atteignent toutes progressivement le régime nominal : les moteurs de cogénération tendent à fonctionner quotidiennement à leur puissance maximale, signe que la digestion et la cogénération fonctionnent correctement.

C'est le cas notamment des installations du Pôle de Lanaud (87), du GAEC de Pargas (32) et du lycée agricole de Périgueux (24). Dans la majorité des cas, la période de mise en service est un moment difficile à traverser : l'exploitant

doit apprendre à piloter son installation, à anticiper les problèmes biologiques et techniques. Il a beau avoir travaillé, souvent durement, pour le montage de son projet méthanisation, la confrontation avec la réalité révèle de nouvelles facettes de la démarche jusqu'alors moins appréhendées par l'exploitant.

Une présence renforcée des partenaires techniques – constructeurs, bureaux d'études, collègues exploitants – est décisive durant cette phase de montée en charge pour atteindre le régime nominal dans les meilleurs délais.

Le baromètre 2015

Sur la centaine de projets dans lesquels nous sommes intervenus ces 10 dernières années, une vingtaine sont aujourd'hui en fonctionnement.



CLERVERTS
(Belesta en Lauragais, 31)
- Novembre 2015, le génie civil des ouvrages de digestion est achevé, l'installation commence à prendre forme.



Gaïaneo (Aveyron, 12) - En octobre, l'unité de méthanisation de la SARL Gaïaneo est inaugurée en présence du Président Malvy et des deux associés Alexandre et Benoit Espinasse. Cette inauguration a été l'occasion pour une centaine de personnes de découvrir le fonctionnement du site et les enjeux de la méthanisation.



St Georges Méthagri (Maine et Loire, 49) - Le chantier de la première unité de méthanisation collective en voie solide discontinuée s'est achevé courant 2015 pour engager la période de mise en service.

Schémas territoriaux méthanisation

Un schéma territorial « méthanisation » n'est pas un outil de planification. Il doit permettre d'accompagner les porteurs de projets, dans la direction souhaitée par la collectivité, en cohérence avec tous ses potentiels.

Combien de projets et où ? Individuels, collectifs ? Petits, moyens, grands? Cogénération ou injection de biométhane dans le réseau ? Quels gisements ? Et quel rôle pour la collectivité locale ? Le croisement de toutes ces questions aboutit à des réponses variables. Une certitude : pour qu'un schéma aboutisse, il faut un groupe de personnes motivées et compétentes qui toutes ont le souci de l'intérêt territorial !

Un schéma cela sert à quoi ?

Cela sert à éviter les concurrences, à identifier le ou les modèles de développement de projets adaptés au territoire. C'est aussi des compétences à identifier, à agréger. Nous ne nous contentons pas de quantifier les matières qui pourraient rentrer dans le(s) méthaniseur(s), nous nous intéressons aux détenteurs de chaque ressource. Il s'agit de vérifier qu'elle est vraiment mobilisable, accessible, et surtout par qui, et comment ...

Première étape : la construction de « cartes » qui permettent de superposer des ressources en biomasse, les débouchés pour l'énergie. Sur cette base, nous définissons des territoires pour lesquels seront adaptées certaines formes de projets. Un territoire riche en ressources et traversé par un réseau de gaz sera favorable à des projets collectifs de production de biométhane. Un autre pourra accueillir plutôt des projets individuels de cogénération. D'autres devront attendre, car toutes les solutions n'existent pas !
Seconde étape : faire réagir les acteurs sur ces typologies, recueillir leurs avis, leurs contraintes.

Quels périmètres ?

Nous avons réalisé des schémas régionaux, départementaux, pour des Pays ou pour des Communautés de communes. Plus la maille est large, plus l'approche relève de la définition de la stratégie et de la préfiguration de la typologie des projets, plus elle est fine, plus on s'approche de la réalité des projets...

Chaque territoire a son histoire, ses réseaux (!) au sens humain et énergétique du terme. Elaborer avec toutes ces ressources une politique territoriale « sur-mesure », c'est cela qui est passionnant.



Schémas biogaz réalisés jusqu'en 2015 :

- Régions : Aquitaine, Midi-Pyrénées, Alsace, Ile-de-France, Réunion.
- Départements : Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, Allier,
- « Interco » et territoires : Syndicat Val-de-Loire, Maubeuge Val-de-Sambre, Parc naturel régional du Verdon, CCI Limoges Haute-Vienne, Pays de Romans.

Ces schémas territoriaux ont motivé des études de projets. Certains fonctionnent (TIPER et Riblaire en Deux-Sèvres) ou sont en développement : Bioteppes dans la Drôme, ou encore Fontenilles (Côte-d'Or). De nombreux autres schémas ont été engagés en 2016. A suivre !



Des réseaux pour répondre aux futurs besoins d'énergie

1, 2, 3 TEPOS !

Les collectivités qui veulent s'engager en transition énergétique sont un peu surprises ! Pensez-donc, nous leur proposons systématiquement de jouer aux cartes pour construire leur stratégie. Plusieurs se sont laissées convaincre par cette approche ludique, pragmatique que nous améliorons constamment.

Nous avons ainsi en 2015 accompagné le SIPHEM, structure intercommunale de l'Entre-deux-Mers, et deux collectivités savoyardes (Cœur de Savoie, et ARLYSERE) désireuses de devenir des territoires à énergie positive.

C'est pour nous une certitude : pour réussir son entrée dans une dynamique de territoire à énergie positive, il faut très rapidement se projeter dans le « faire ». Trop de « plans climat » se sont enfermés et épuisés dans une quête sans fin de données énergie et climat dans des territoires ruraux peu « outillés » pour fournir les données...

Nous ne contestons pas la nécessité de partir d'un état des lieux. Mais un diagnostic qui pose avec pédagogie, les principaux postes de consommation, d'émissions de gaz à effet de serre et les potentiels de production d'énergie

renouvelable (chaleur, électricité, carburant), suffit à éclairer les équipes et les mettre en mouvement. Ajoutons que nos profils sont réalisés avec les données disponibles et par des données reconstituées à partir de ratios (régionaux, nationaux) : ils sont, à quelques « pouièmes près », quasi-identiques à ceux réalisés à grands renforts de temps et d'argent public mobilisés pour collecter ici des factures, là actualiser de vieilles enquêtes, ou boucher les trous de multiples tableurs ...

Passé le temps du diagnostic, nous invitons les acteurs du territoire à jouer « cartes sur tables », avec un vrai jeu de cartes. Le principe : visualiser le chemin à accomplir avec des indicateurs parlants qui font écho à leur quotidien.



Plateforme de stockage de plaquettes de bois.

Un jeu qui se joue en deux manches

La première manche se joue avec les « experts ». Leur mission : définir, sur la base de scénarios que nous leur avons fournis, le nombre total de cartes qu'il est nécessaire - et possible - de jouer, pendant les 10, 20, 30 prochaines années : nombre de bâtiments à rénover, de chaufferies bois, d'éoliennes, de capteurs solaires à mettre en service, de m³ de biogaz à produire, par exemple. La seconde manche se joue avec les élus. A charge pour eux, de décider de leur scénario, de la nature et du nombre de cartes qu'ils souhaitent jouer, d'en fixer le rythme.

TEPOS : l'agilité d'un partenariat polyvalent

Pour construire nos scénarios et pour pouvoir investir de manière pointue toutes les politiques - urbanisme, habitat, transport, agriculture, ... - qui ont un impact majeur sur



Jouer pour décider collectivement d'une trajectoire et d'un mix énergétique.

l'énergie et le climat, nous travaillons en groupement « TEPOS » avec les meilleurs experts de leurs disciplines : Inddigo, l'Institut négaWatt, Enertech, HESPUL, AERE, ...

Animation bois énergie : mettre les projets sur de bons rails

La baisse du prix des énergies va-t-elle enterrer les projets ? Pour les professionnels, le ralentissement des projets ne devrait pas perdurer, tout le monde ayant bien conscience que la volatilité des prix marche à double sens ! Et qu'il faut plus que jamais profiter des prix bas pour investir...

Pour la cinquième année, Solagro est intervenue en appui aux porteurs de projets, dans le cadre de la mission d'animation Bois Energie 31 financée jusqu'à fin 2017 par l'ADEME et le FEDER.



Chaufferie de la cité universitaire Fauché, Toulouse

Cette mission a été marquée par une dizaine d'interventions allant de la visite de la chaufferie bois du centre hospitalier de Purpan (qui assure à plus de 80 % les besoins en chaleur de l'équivalent d'une ville de 10 000 habitants), à l'inauguration de l'installation de l'École Nationale de l'Aviation Civile (ENAC), sans oublier nombre d'unités plus modestes.

Nous avons pu faire la promotion de nouvelles réalisations :

- La chaufferie bois du centre hospitalier de Muret,
- Le réseau de chaleur bois des Floralies à Ramonville, ensemble totalement transformé en Écoquartier,
- La chaufferie du CROUS à la cité Fauché, Toulouse.

Nous avons également réalisé 6 notes d'opportunité pour des communes.

Nous notons une hausse des demandes d'informations sur des projets de petite et moyenne puissance utilisant des granulés, en capacité de répondre aux besoins d'établissement de santé notamment. Enfin, nous avons mené des actions communes avec les animateurs bois énergie de l'Ariège et des Hautes-Pyrénées...



Christine Laemmel

Quel avenir pour le métier de ramoneur ?

Nous avons réalisé pour l'ADEME, une enquête sur le métier de ramoneur. A nos côtés, l'institut d'études de marché BVA et une consultante en marketing, Christine Laemmel. Cette alsacienne qui a grandi dans la chaleur des « kachelöfen » nous fait partager ses analyses.

Pourquoi une étude sur les ramoneurs ?

Il y a un vrai risque de disparition du métier. C'est d'ailleurs ce qui a failli arriver au Royaume-Uni et en Italie. Suite à la recrudescence d'accidents, d'incendies de cheminées, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour que le ramonage retrouve sa légitimité, soit reconnu comme un acte nécessaire et important. La difficulté qui se pose chez nous, c'est que nous avons plusieurs profils de professionnels, chacun avec ses circuits de formation, de qualification. Aux deux extrêmes du spectre, nous avons le modèle « rhénan », avec une profession bien organisée et le modèle plus anglo-saxon, plus polyvalent, où le service est pris en charge par les plombiers, chauffagistes,...

Pourquoi l'activité est-elle menacée et faut-il la réhabiliter ?

Le besoin d'énergie bois est moins important aujourd'hui avec les progrès fait en matière d'isolation, et les ménages ne respectent pas vraiment les obligations de ramonage. Les perspectives alors ? Le ramonage va devenir plus pointu, plus technique, il va se « verdier ». Un ramoneur bien formé, c'est un ramoneur qui va vous dire si votre bois est sec ou pas, si vous avez le meilleur bouquet d'essences, qui va vérifier que votre installation est bien dimensionnée, sécurisée, qu'elle respecte bien les réglementations. Bref, la filière bois énergie a vraiment besoin de ramoneurs correctement formés. C'est tout bénéfique pour le confort et la sécurité des usagers, mais aussi pour la qualité de l'air !

Performances du chauffage au bois domestique : une question de vocabulaire

Nous avons réalisé pour l'ADEME une étude préalable à la création d'un référentiel du suivi des performances des poêles, inserts, chaudières. Il s'agit de proposer un vocabulaire et des indicateurs communs pour le calcul des facteurs d'émissions des appareils au regard de l'enjeu « qualité de l'air ». Nous avons également proposé une grille de caractérisation des différents usages (confort, appoint, chauffage principal) pour mieux en suivre les évolutions.

Organic Vallée : un projet de valorisation des agro-ressources en Lauragais

Tout en suivant la construction du méthanisateur sur la plateforme de recyclage « CLER VERTS » nous avons été interrogés sur la création d'une filière « luzerne bio » par des agriculteurs. Le lien entre les deux ? Organic Vallée.

Méthanisation sur la plateforme CLER VERTS : bientôt la mise en service !

Nous suivons depuis ses débuts, le projet de méthanisation situé sur la plateforme « biomasse et compostage » de CLER VERTS, dans le Lauragais, projet qui aujourd'hui s'insère dans une dynamique plus vaste de valorisation des agroressources selon les principes de l'économie circulaire, et rassemblée sous la bannière « Organic Vallée ».

Pour en revenir au projet de méthanisation, les choses sérieuses ont vraiment commencé avec la construction du méthaniseur, dont nous assurons le suivi.

Aujourd'hui, il faut le saluer : grâce à l'engagement et au professionnalisme des entreprises, le planning a été respecté et la mise en service de cette unité de 637 kWe devrait avoir lieu fin 2016. La construction risque de durer moins longtemps que les négociations de CLER VERTS avec ses banques ! Nous avons également suivi avec attention



CLER VERTS, un chantier qui avance à grand pas.

les cogitations des équipes chargées de concevoir le bâtiment, avec traitement de l'air, dans lequel les déchets liquides et solides, vont être transformés « en soupe » avant de rentrer dans le méthaniseur. Une innovation technique à suivre.

Une unité de séchage de la luzerne ?

Les céréaliers bio d'Agro Ecologie Lauragais ont souhaité savoir si ils pouvaient introduire de la luzerne (bio bien sûr) dans leurs assolements. La luzerne est, il est vrai, une plante magique : elle enrichit en azote les sols et les troupeaux l'adorent, fraîche ou déshydratée. Nous avons donc fait une étude préliminaire des débouchés pour cette luzerne avec une estimation des besoins de chaleur pour du séchage ou de la granulation. Ces premières investigations, réalisées dans le cadre de l'appel à projets Innov'bio de la Région Midi-Pyrénées confirment qu'il y

a matière à approfondir cette réflexion, avant de statuer sur la pertinence de créer sur Organic Vallée une unité de séchage ou de déshydratation de luzerne.



Solagro est partenaire d'Organic Vallée, projet qui a été labellisé Pôle de Coopération Territorial Économique (PTCE) en 2015. La zone va accueillir plusieurs entreprises, dont l'activité sera centrée sur la production, le recyclage, et le retour au sol de matières premières et des échanges d'énergies renouvelables.

Des centrales solaires qui accueillent d'autres activités

Solagro a réalisé pour un développeur, 8 expertises agricoles de centrales photovoltaïques au sol, dont 7 ont été autorisées. Envisagées sur des friches, des espaces en déshérence, ces projets, compte tenu de leur puissance, devaient candidater auprès de la CRE, commission de régulation de l'énergie.

La CRE sélectionne les projets qui offrent un prix bas d'achat du kWh et qui valorisent de manière optimale l'espace. Nous avons identifié des valorisations possibles sous ou à proximité des capteurs : protection de ruches

vis-à-vis des pesticides, création de parcours herbagers pour des moutons ...



Ce circuit automobile abandonné va produire de l'électricité, mais pas uniquement !

herbea

Les ennemis de mes ennemis sont mes amis !

HERBEA est le dernier outil 2.0 que nous avons mis à disposition des agricultrices et agriculteurs. Plateforme consacrée à la lutte biologique par conservation des habitats, elle valorise plus de 200 références techniques et scientifiques, et indique les végétaux à mettre en place à proximité des cultures (haies, jachères, bosquets, ...) pour stimuler la régulation naturelle des ravageurs.

Afterres2050

au-delà de la régionalisation, une analyse et des résultats consolidés

L'année 2015 sera indéniablement dans la chronologie d'Afterres2050 celle de la régionalisation. Le travail coopératif, mené sur deux années, a permis d'établir des scénarios détaillés pour les régions Centre-Val de Loire, Ile-de-France, Picardie et Rhône-Alpes et un scénario national en cohérence avec les données désormais calculées pour les 22 anciennes régions.

Mais, au-delà de l'atteinte de cet objectif initial, l'exercice de territorialisation appuyé sur une expertise locale constituée en « groupes de travail » et une expertise nationale constituée en « conseil scientifique », est riche de résultats collatéraux liés aux méthodes construites pour mener à bien la démarche ou à la mise en regard avec d'autres travaux scientifiques. Ces résultats affinent, confortent et crédibilisent nos premières hypothèses.



Afterres2050 à Nanterre, octobre 2015.

Citons :

Le passage par les « unités de production » pour asseoir la faisabilité

Pour tester la cohérence des systèmes de production préconisés, il est apparu indispensable de travailler à l'échelle de la ferme ou plutôt de l'unité de production. Cette approche a permis de vérifier, avec les experts locaux, la faisabilité agronomique et technique de nouveaux agrosystèmes, et de mieux intégrer les évolutions dues au changement climatique.

C'est aujourd'hui l'assemblage de ces « briques » élémentaires (fermes-types en grandes cultures, élevage bovin lait, bovin viande, granivores...) qui permet tout d'abord de décrire la situation actuelle et d'envisager des situations futures crédibles au niveau régional, national et possible-ment à d'autres échelles de territoires.

La description de variantes pour mieux comprendre les arbitrages et leurs effets

Les groupes de travail régionaux ont éprouvé le besoin de tester leurs propres hypothèses pour la construction des scénarios régionaux. L'exercice a conduit à la description de deux scénarios alternatifs capables d'atteindre les principaux objectifs : nourrir la population et réduire d'au moins 50 % les émissions de GES :

- SAB pour Santé Alimentation Biodiversité, qui met l'accent sur la qualité nutritionnelle des aliments, les aspects sanitaires et environnementaux et est « tout bio ».
- REP pour (Résilience Exportation Production), plus soucieux de la sécurité alimentaire, plus productif et exportateur.

Ils permettent d'appréhender comment le choix de plus de production dégrade les impacts environnementaux et à l'inverse comment plus d'environnement dégrade les composantes de production. Les arbitrages d'Afterres2050 apparaissent comme un des meilleurs compromis entre ces deux options.



En grandes cultures, Afterres2050 propose le développement des cultures associées.

Une assiette confortée par Bionutrinet

L'évolution de la demande qui n'a pas été posée comme un postulat, est toutefois commune aux trois scénarios qui permettent d'atteindre les objectifs recherchés. Les premiers résultats du programme Bionutrinet tendent à conforter l'assiette ainsi définie. Elle apparaît assez proche des pratiques de consommateurs bio d'aujourd'hui qui se caractérisent par un recours accru aux protéines végétales, aux céréales peu raffinées, aux fruits, légumes, légumineuses et fruits coques, et une moindre consommation de produits d'origine carnée, de lait, de sucres courts, de produits raffinés ou transformés. Pratiques dont l'intérêt en terme de santé publique est de plus en plus souligné. Nos travaux confirment donc qu'il est

possible de maintenir une production végétale primaire à un niveau proche de celui d'aujourd'hui en divisant par 2 à 3 l'ensemble des intrants et impacts. Si quelques points restent à affiner sur les volets forêt, assiette et l'importante question de notre devoir de solidarité internationale, il nous faut maintenant réfléchir à la façon d'engager notre agriculture et notre société sur une trajectoire «Afterrienne» avec des mesures qui, au-delà du discours, soient de nature à permettre les évolutions nécessaires au niveau des unités de production et sur les territoires. Cette nouvelle phase, encore davantage que les précédentes, devra se mener en partenariat avec les forces vives qui partagent nos analyses et notre volonté de changement.



Une assiette plus riche en légumineuses, céréales, légumes, fruits.

Du steak aux lentilles ?

Autrefois on gagnait son pain, aujourd'hui son beefsteak, et demain, son plat de lentilles ?

Selon une étude que nous avons réalisé pour l'ADEME, les français mangent deux fois moins de légumes secs que la moyenne européenne, et 5 fois moins que nos amis canadiens. Malgré – ou peut-être en raison de ? – cette faible consommation, nous importons plus des trois quarts des légumes secs que nous consommons. Dommage. Comme le montre Afterres2050, l'introduction de lentilles, de pois chiches, de fèves et autres graines dans notre assiette, rendrait notre alimentation moins agressive pour le climat, et notre santé !

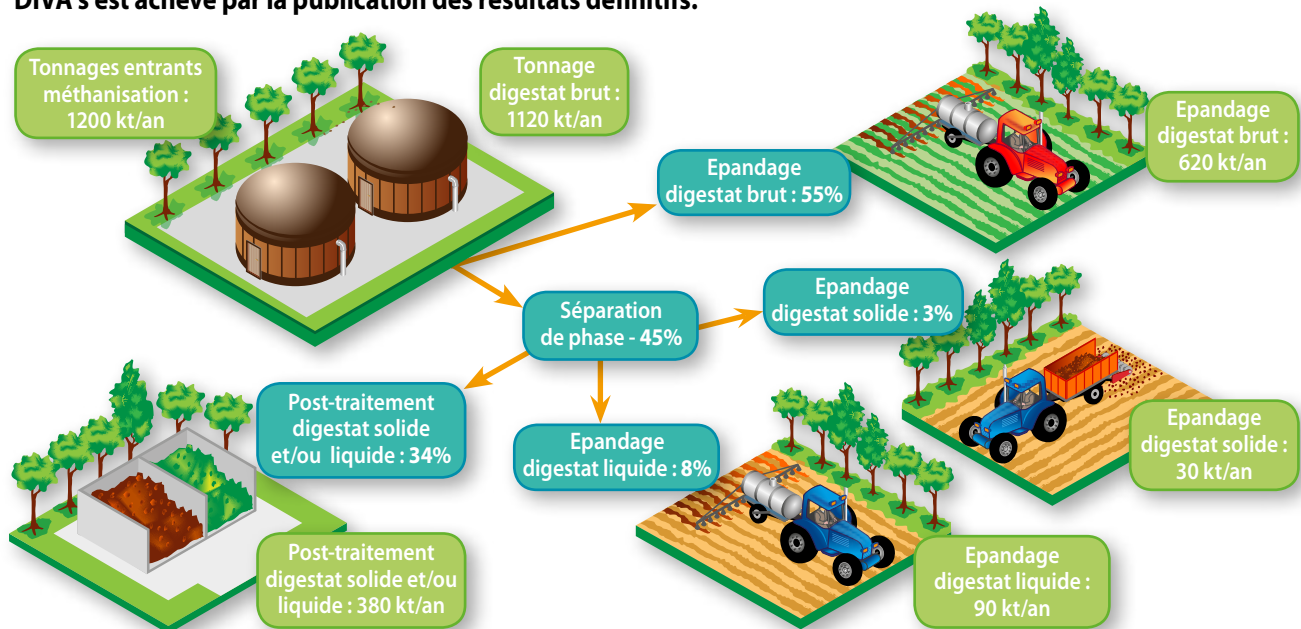
Une étude Solagro et RAC dont les résultats ont été publiés en 2016.



Nous ne sommes pas à proprement parler des chercheurs, mais nous ne manquons pas une opportunité de rejoindre des programmes voire d'en initier, pour creuser les faits, mieux comprendre le réel. Le point sur DIVA, Phosph'Or, CIBIOM, HYCABIOME, METHALAE et QuESSA, les programmes achevés ou lancés cette année.

DIVA et la valorisation agronomique des digestats

DIVA s'est achevé par la publication des résultats définitifs.



Nous avons étudié les conditions et les configurations dans lesquelles il est pertinent de sécher ou de déshydrater les digestats avant leur retour au sol.

Les résultats confirment ce que nous pressentions : dans le contexte actuel, le surcoût de ces post-traitements n'est pas toujours compensé par une meilleure qualité ferti-

sante. Epancher le digestat brut ou après une simple séparation de phase, demeure la solution la plus simple et la moins coûteuse. Le séchage et la déshydratation s'étudient quand, par manque de surface d'épandage par exemple, il faut l'exporter à plus de 10 voire 100 kilomètres de son bassin d'origine.

Co-piloté par Solagro et IRSTEA, DIVA 2010-2014 est un projet soutenu par l'Agence nationale pour la recherche mené avec l'INRA, l'Institut Européen des Membranes Montpellier, ARMINES des Mines Albi, Géotexia, Suez Environnement. Coût : 3,8 M €. En savoir plus : <http://diva.irstea.fr/>

Phosph'OR : Recycler un fertilisant non renouvelable !

Le phosphore est indispensable à la vie. Mais il n'existe que sous forme minérale, et les réserves seront épuisées dans un ou deux siècles. Mal assimilé par les animaux et les végétaux, il est en partie rejeté dans l'environnement et achève sa course dans les cours d'eau. Quand les rejets sont trop importants, c'est l'asphyxie avec en prime, une flambée des coûts de potabilisation !

En excès aujourd'hui, insuffisant demain, le phosphore est au cœur d'un paradoxe. D'où l'intérêt de trouver des procédés pour récupérer le phosphore contenu dans les lisiers, les fumiers, les rejets agroalimentaires et de le recycler comme engrais. En toile de fond, trois questions : Peut-on récupérer du phosphore dans un milieu très chargé en ma-

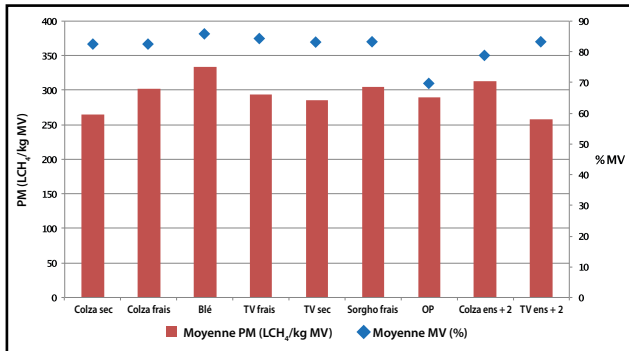
tières organiques ? Sera-t-il équivalent aux engrais minéraux ? A quels coûts ?

Les tests en laboratoire ont montré quels que soient les procédés et chaînes de traitement (avec ou sans méthanisation) l'efficacité de l'engrais récupéré est équivalente à celle des engrais classiques.

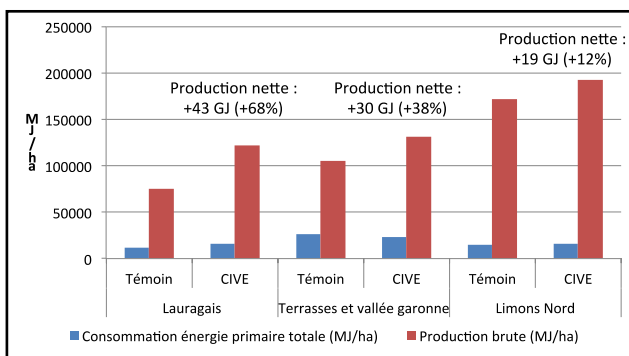
Notre contribution ? L'évaluation des coûts de récupération (production de struvites et d'hydroxyapatites), l'analyse du cycle de vie (ACV) ayant été réalisée par l'INRA. Les retombées de ce programme sont importantes : un dépôt de brevet par les entreprises, la construction – en cours – d'un pilote industriel, et des équipes de recherche identifiées au plan international, dont Solagro.

Phosph'OR a été soutenu à hauteur de 1,15 M€ (sur un total de 2,1 M€) par l'agence nationale de la recherche. Coordonné par IRSTEA, il a associé Evalor, Odipure, Valbio, Solagro, LISBP, l'INSA, LGC et INRA. En savoir plus : <http://phosph-or2014.irstea.fr/>

CIBIOM : quelle vocation énergétique réelle pour les cultures intermédiaires ?



Engrais verts, pièges à nitrates, cultures dérobées, la couverture hivernale des sols se généralise, notamment dans les zones vulnérables aux nitrates pour des raisons de protection de l'environnement. Ces couverts ou cultures intermédiaires représentent du travail et donc des coûts supplémentaires pour les agriculteurs. La méthanisation de ces cultures peut-elle dégager des recettes qui compenseront cette surcharge de travail ? En quoi ce schéma est-il (ou non) pertinent du point de vue environnemental, climatique, économique.



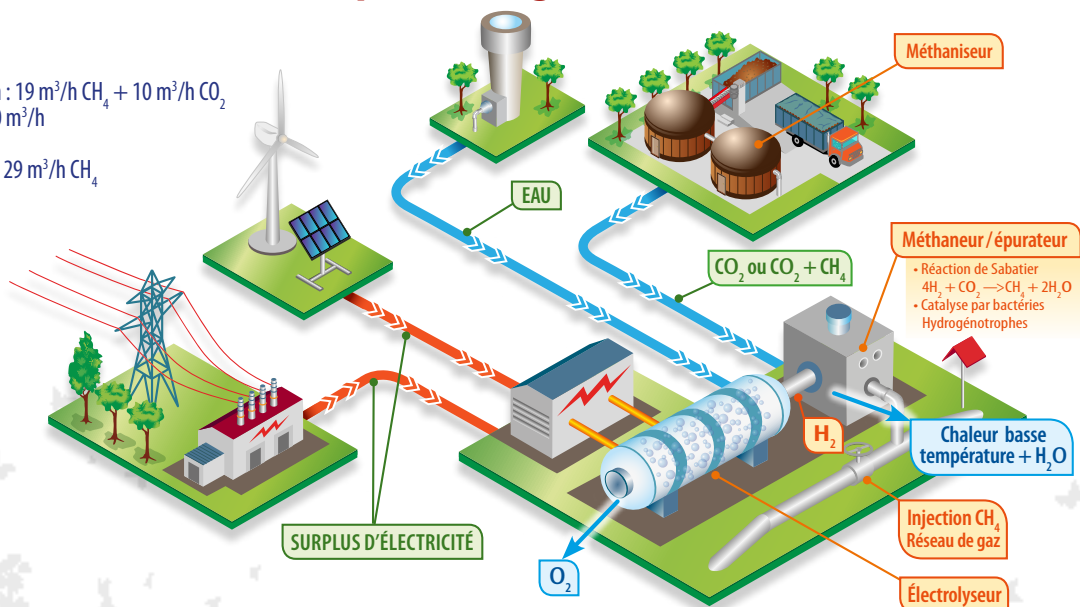
CIBIOM a donc comparé la productivité des rotations intégrant des cultures intermédiaires avec des rotations témoins, leurs contraintes d'implantation et les bénéfices - agronomiques, économiques, ... - que les exploitations peuvent en retirer, dans le sud et le nord de la France.

CIBIOM, est un programme coordonné par Arvalis Institut du végétal avec Terres Inovia (ex.CETIOM) Solagro, la Fondation TUCK - Coût du projet : 300 k€
En savoir plus : <http://www.arvalisinstitutduvegetal.fr/>

HYCABIOME : des bactéries au service du « power to gas renouvelable »

Simulation

- Sortie Méthanisation : 19 m³/h CH₄ + 10 m³/h CO₂
- Injection H₂ : 20 à 40 m³/h
- Eau : 40 litres/h
- Sortie méthanation : 29 m³/h CH₄
- Sortie O₂ : 20m³/h



Le programme doit définir la chaîne énergétique qui maximise la production de méthane « renouvelable ». La chaîne a ceci d'original qu'elle associe des bactéries (au lieu de catalyseurs chimiques) qui « mangent » de l'hydrogène pour produire du méthane (c'est la méthanation) avec du CO₂ issu de méthanisation, l'hydrogène

étant par ailleurs obtenu avec des surplus d'électricité renouvelable. Tout cela pourquoi ? Pour produire du méthane stockable dans le réseau pendant les pointes de production d'électricité. Solagro est en charge du suivi de la production de biogaz selon les scénarios ainsi que du volet économique et environnemental.

Un projet ADEME Energie Durable 2015-2018 coordonné par Solagro avec l'INSA/LISBP, LEAF, HESPUL - Coût : 394 k€
En savoir plus : <http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/avis-ademe-hydrogene-et-te-201602.pdf>

METHALAE : la méthanisation accélérateur de transition agroécologique ?

Ce sont les agriculteurs qui le disent : la méthanisation a changé, parfois en profondeur, leurs façons de produire. Certains vont jusqu'à dire qu'elle a une incidence sur les rendements, qu'elle réduit les besoins de pesticides¹ tout en améliorant l'empreinte climatique. Mais de combien, pourquoi et dans quelles conditions ? C'est à ces questions qu'entend répondre Méthalae, projet piloté par Solagro.



Pendant 3 années, nous allons avec nos partenaires analyser finement les pratiques et les résultats de 47 exploitations qui traitent leurs effluents par méthanisation, seules ou à plusieurs.

2015 a été consacrée à la réalisation de l'état zéro de chaque ferme, de la reconstitution de leurs « profils » d'avant la méthanisation. L'échantillon rassemble des exploitations souvent un peu plus grandes que la moyenne française. Les bilans énergie GES de départ sont conformes aux tendances nationales. Les deux prochaines années seront consacrées à l'analyse de nombreux paramètres - rendements, rotations et assolements, intrants, techniques de travail, charges, résultats... - ainsi qu'à l'organisation de rencontres pour créer des liens entre ceux qui démarrent avec les « anciens ». A l'image de Thierry Descèvre (voir ci-dessous), ils sont toujours prêts à transmettre avec, patience et passion, leurs connaissances pour éviter aux jeunes porteurs de projets de refaire ce qui a été déjà fait, mûri, réfléchi, parfois si longuement.

- 47 fermes enquêtées
- 24 méthaniseurs, de 30 kW à 2,1 MW
- 19 unités individuelles, 4 unités collectives

Rendez-vous en 2018 en fin de programme pour voir si les présomptions, les indices sont devenus des faits réels et évalués.

Méthalae est un programme CASDAR du ministère de l'Agriculture, soutenu par l'ADEME, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. Il réunit autour de Solagro, Trame, Aile, CA 49, CER France, le Lycée agricole de Périgueux et Methaneo.

Pour en savoir plus :

<http://solagro.org/methalae-comment-la-methanisation-peut-etre-un-levier-pour-lagroecologie-reference-39>

¹ Le digestat contient moins de graines de mauvaises herbes en capacité de germer que le fumier brut.



Thierry Descèvre
© la Nouvelle République

Trois questions à Thierry Descèvre : Président des apporteurs de « biomasse » à l'usine TIPER Méthanisation de Thouars.

Votre exploitation fait partie des fermes suivies dans le cadre de Méthalae. Pourquoi avoir accepté de participer à cette étude ?

Du seul point de vue de l'énergie, l'équilibre économique de TIPER est fragile, en tous cas en dessous de nos attentes. En revanche, après deux années pleines de fonctionnement de TIPER, nous voyons que les retombées liées à la réduction des achats en engrais minéraux sont très significatives. Le commun des citoyens ne le perçoit pas, mais pour nous agriculteurs, la méthanisation répond à une de nos grandes préoccupations : le retour au sol de matières organiques pour ne pas épuiser nos sols. Tout ce que Méthalae peut nous apprendre en la matière nous intéresse.

Le digestat permettrait une gestion plus fine (en quantité, mais aussi du point de vue du calendrier) de la

fertilisation, au plus près des besoins des cultures. Partagez vous cette « impression » ou présomption ?

C'est un peu tôt pour certifier que la méthanisation sécurise les rendements tout en réduisant les risques de sur-fertilisation. Méthalae se penchera sur le sujet même si deux années de suivi ne feront pas le tour de la question. Méthalae va aussi nous permettre de nous positionner les uns par rapport aux autres, de comparer ce que la méthanisation a changé, en positif ou en contraintes, à court et plus long terme.

Si TIPER était à refaire ?

TIPER a été sous-dimensionné, à la demande des banques principalement. Résultat : 20 % de nos lisiers et fumiers ne sont pas ramassés sur nos 80 exploitations. C'est dommage ! Et nous ne pouvons pas faire rentrer de nouveaux agriculteurs dans notre cercle. Pourtant, nous avons de la demande !



Objectif de QuESSA : Quantifier les services écologiques rendus à l'agriculture par les habitats semi-naturels : bandes enherbées, jachères fleuries, lisières de bois, bosquets. Ils jouent un rôle majeur, notamment sur la pollinisation et sur la régulation des ravageurs, mais qui n'a pas été encore mesuré. Cette question intéresse pourtant depuis longtemps les agronomes, les écologues et les économistes qui tentent d'éclairer le politique. En complémentarité d'une quantification par l'absence, basée sur une estimation économique des dégâts que l'on peut « raisonnablement » imputer à la destruction des milieux naturels, QuESSA se propose de quantifier « l'existant », en grandeur réelle et au grand air. 16 études de cas sont engagées dans 8 pays et sur 7 cultures représentatives de l'agriculture européenne: blé tendre d'hiver, colza d'hiver, tournesol, courge, poirier, olivier, vigne.

Pour chaque culture, 18 parcelles ont été suivies, afin de diversifier les configurations. Chaque « habitat » présent autour des parcelles est caractérisé dans ses moindres détails (composition, type...), et des comptages sont effectués pour recenser les prédateurs des ravageurs des cultures. Leur influence sur la régulation naturelle et sur la pollinisation est croisée avec d'autres facteurs : distance

Mesurer les services rendus à l'agriculture par la biodiversité

QuESSA est un projet de recherche européen lancé sur 2013/2017 et coordonné par une organisation anglaise très impliquée dans la préservation de la biodiversité.



de la parcelle, travail du sol, pratiques agricoles, ... QuESSA teste également de nouvelles méthodes de mesure de la prédation globale, notamment le « système sentinelle ». Il s'agit d'appâter les prédateurs - amis ou ennemis des cultures - avec un « bon petit grailon » composé d'œufs d'insectes, de larves, ou d'adultes...



Nitrates : DIALECTE resserre son focus à l'échelle de la parcelle !

DIALECTE diagnostic agroenvironnemental, posait jusqu'ici un diagnostic azoté à l'échelle de l'exploitation. Désormais, ce diagnostic descend à l'échelle de la parcelle, grâce au nouveau module que nous avons mis au point avec le soutien de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. Ce travail s'appuie sur les 600 Dialecte réalisés en Adour-Garonne (sur un total de 2000). Ce module évalue pour

chaque culture, les liens entre l'intensité des apports azotés, les rendements, les assolements et les surplus azotés. Il permet ainsi de repérer les cultures qui sont correctement « gérées » de celles qui le sont moins. La situation reste inquiétante: en Adour-Garonne 70 % des rivières et des nappes n'ont pas retrouvé un état chimique « conforme », plus de 20 ans après la première directive Nitrates.

Promouvoir nos propositions

Conférences, séminaires, salons :
quelques étapes de l'année 2015

21 janvier

**Quelles références
pour l'agriculture biologique ?**,
Colloque FNAB, Nanterre,

18, 19, 20 mars

Les bioénergies et le power to gas,
Nantes, Biogaz Europe



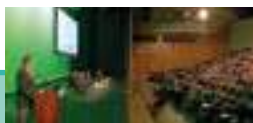
16 juin

Participation au salon EXPO BIOGAZ,
Paris



2, 3, et 4 septembre

**Plénière de clôture, 5^{èmes} rencontres
nationales des territoires
à énergie positive**,
Thouars, (79)



4 novembre

**Territoires Haut-Garonnais en action
face au changement climatique.**
Conseil départemental 31,
Table ronde sur la précarité énergétique

17 décembre

**Animation de la journée de lancement
du plan national agroforesterie**,
Paris

3, 4, 5 février

**Les JRI, journées recherche industrie
biogaz et méthanisation**,
Rennes



20-22 mai

**Les rencontres de la transition
énergétique**,
Grenoble



13, 14 juillet

**Agroecology and ecological
intensification for a sustainable food
future, , présentation d'OSAE**,
Centre de recherche de la commission
européenne Milan



23 septembre

Salon Tech&Bio, présentation d'Herbea,
Valence, (26)



9 novembre

**Café green, Dessinons le futur
de Toulouse en 2050**



**Et aussi le village Alternatiba en septembre,
et de nombreuses conférences
Afterres2050...**

Formations

Décollage réussi pour OSAE, notre observatoire de l'agroécologie, et toujours, de nombreuses interventions en formation, sur les bioénergies, l'agroécologie.



Des vidéos pour mieux y croire !



Gros succès pour la vidéo « semer du bio dans la luzerne vivante ».

Mis en ligne en février 2015, OSAE a brillamment réussi son démarrage, avec plus de 2400 visiteurs par mois. Des clics qui sont autant de liens entre ceux qui ont plusieurs années de pratique et ceux qui cherchent des conseils concrets, qui veulent renouer avec une agronomie aux petits soins de la fertilité des sols, de la biodiversité, de l'environnement.

Allez donc jeter un œil (et une oreille) sur OSAE ! Vous y trouverez des agricultrices et des agriculteurs fiers de leurs choix, qui ont la passion communicative, le sens du parler vrai, y compris quand il s'agit d'expliquer des façons de faire qui ne sont pas simples.

Notre feuille de route pour l'avenir ? Multiplier les témoignages et les monographies techniques, réaliser de nouvelles vidéos pour devenir à terme un observatoire de référence. OSAE est d'ailleurs en train de se rendre incontournable, indispensable. Sur la toile, il se classe dans le top des sites consacrés à l'agroécologie ! Faites le test.

Dans OSAE, vous trouverez :

- 26 vidéos, 26 portraits d'agriculteurs et d'agricultrices qui sont autant de parcours différents, 26 vidéos dont quelques unes qui se taillent un joli succès, comme le semis de blé (bio) dans de la luzerne vivante (bio), avec 4000 vues depuis le lancement du site,
- 15 parcours agroécologiques détaillés,
- les archives des newsletters diffusées gratuitement, 760 abonnés à ce jour,
- notre programme de formation.

Comme tous les ans, un programme très pointu de formations

En 2015, nous avons ainsi organisé 19 formations (144 participants), dont :

- 3 à l'utilisation du diagnostic DIALECTE,
- 5 sur l'utilisation du diagnostic DIATERRE,
- 3 sur la méthanisation,
- 3 sur l'agroécologie avec le fonds de formation des agriculteurs VIVEA, et le réseau des agriculteurs associés à OSAE,
- un cycle de 5 modules de deux jours, sur la prise en compte de l'environnement de l'énergie et du climat en agriculture, en partenariat avec l'IFORE, organisme de formation des agents de l'État.

Nous sommes également intervenus dans 3 formations sur les bioénergies en partenariat avec l'Institut négaWatt, filiale de l'association négaWatt. L'Institut nW s'est donné pour mission de renforcer la compétence des acteurs de l'énergie, et de faciliter la mise en œuvre de la transition

énergétique, notamment par la mise en place de formations. Au total 256 stagiaires ont bénéficié de nos enseignements.



Le nez au dessus de la cuve d'hydrolyse du méthaniseur, SARL Vie, Saint Astier (24).

L'Espace Info-Energie : plus de terrain, plus de proximité

L'Espace Info-Energie ne répond pas uniquement aux questions de celles et ceux qui savent le trouver. Notre petite (trop petite) équipe intervient de plus en plus sur le terrain, dans les quartiers populaires, dans des copropriétés dégradées, là où la précarité énergétique commence à devenir prégnante...

Ça bouge dans les « copros » !

L'Espace Info-Energie a renforcé en 2015 son travail de motivation et d'accompagnement des copropriétés « fragiles » à la rénovation énergétique. Il est désormais partenaire du dispositif labellisé « Ma Copro Bouge » initié par Toulouse Métropole avec l'ADIL 31.



Objectif ? Baisser les charges énergétiques pour les locataires tout en créant un cadre et un lieu de vie plus agréable. Nous apportons le maximum d'informations techniques, économiques et financières, permettant aux syndicats et copropriétaires de mesurer l'intérêt de réaliser un audit, et d'engager des travaux, dans une stratégie d'amélioration financière de long terme.

Les scénarios de travaux peuvent être très lourds (isolation des façades, changement de chaudière) mais des aides conséquentes sont accessibles aux opérations qui arrivent

à l'objectif des - 25 % de consommation énergétique. C'est le plus gros du travail : informer, expliquer les étapes clés, démontrer en quoi la démarche est gagnante-gagnante et ensuite, guider les copropriétaires et les syndicats dans le montage des dossiers de financement. L'Espace Info-Energie est par ailleurs référent local pour la mise en place du CoachCopro® une plateforme créée par l'Agence parisienne du climat (APC) dédiée à la rénovation énergétique des copropriétés.

CoachCopro®, c'est un parcours personnalisé, un tableau de bord commun à tous les copropriétaires d'un immeuble, le suivi et l'archivage des consommations, la suggestion d'aides financières adaptées, et l'assistance d'un conseiller Info-Energie en cas de besoin.

Un outil totalement complémentaire au dispositif « Ma copro bouge ».

« Aprenem » ! faire bon usage de l'énergie, cela s'apprend

Qu'ils soient de construction récente ou rénovés, les logements sociaux sont dotés d'équipements d'optimisation (thermostats, ventilation, ..) qui réduisent les consommations inutiles tout en garantissant le confort des locataires.



Performants, innovants, souvent automatisés, ces dispositifs entraînent parfois de manière paradoxale, un rebond des consommations du fait du mauvais « usage » de ces équipements. D'où la nécessité de délivrer aux locataires les informations qui facilitent une utilisation optimale et des conseils sur les comportements économes.

L'Espace Info-Energie ne pouvant intervenir dans tous les logements sociaux, il participe au projet européen APRENEM, programme piloté par le GEFOSSAT (Montpellier), et mis en œuvre avec Ecoserveis (Barcelone). APRENEM (pour apprenons !) a pour objectif de recenser les mé-usages de l'énergie, et concevoir des supports de formations en @ learning pour le personnel des bailleurs sociaux.

Cette formation en ligne, a été testée par des personnels de Colomiers Habitat, et elle sera proposée à d'autres bailleurs courant 2016.

2016 : un nouveau site 100 % Info-Energie

Jusqu'ici l'Espace Info-Energie était hébergé sur le site de Solagro. En 2015, décision a été prise, avec nos partenaires (Métropole, ADEME Région Midi-Pyrénées) de lui donner un espace bien à lui sur la toile, de le doter de tout un ensemble de nouvelles fonctionnalités pour faciliter la vie des conseillers et celle de visiteurs certes virtuels mais qui ont des questions bien réelles et précises.

Pour les particuliers, la grande nouveauté réside dans la prise de rendez-vous en ligne, pour en finir avec les attentes au bout du fil. Il est également conçu pour faciliter l'accès au riche fonds documentaire de l'Espace Info-Energie, totalement réorganisé.

Ce nouveau site dispose également d'un espace privé, qui permet aux communes de réserver une exposition, choisir une de nos conférences (13 thématiques à ce jour), emprunter des kits de démonstration sur les économies au quotidien, ou plus simplement de dialoguer avec les conseillers pour préparer des interventions à la carte !



La une du nouveau site internet de l'espace Info-énergie de Toulouse Métropole.



Remise des prix aux équipes gagnantes du second défi des familles à énergie positive sur la métropole. L'édition 2015 a permis à plus de 200 familles de réduire de plus de 15 % leur consommation d'énergie, avec des pointes à 30 %.



Atelier « Je réduis mes consommations électriques » à l'Atelier solidaire d'Empalot. L'Espace Info Energie a participé à l'aménagement du mur « éco gestes » et anime des ateliers réguliers en 2016.

Le baromètre 2015 : - 400 tonnes de CO₂, 13 emplois créés ou maintenus

C'était une bonne résolution de l'année : faire le bilan environnemental et énergétique de l'activité, et économique. Résolution accomplie. Sur l'année 2015, l'Espace Info-Energie a conseillé plus de 3500 personnes, dont 500 de manière approfondie et personnalisée.

Selon les analyses réalisées sur plusieurs années par l'ADEME, deux tiers des personnes conseillées de manière approfondie, engagent des travaux. L'Espace Info-Energie a donc permis d'éviter la consommation de 2500 MWh et l'émission de 400 tonnes de gaz à effet de serre dans l'air de la métropole. Il a également indirectement généré **1,22 M€** de travaux d'optimisation ou d'amélioration énergétique, au sens strict du terme, soit l'équivalent de 13 emplois à plein temps créés ou maintenus.



La copropriété Amoureux 2 fait partie des 2 copropriétés ayant obtenues le label « Ma Copro Bouge » en 2015. 4 copropriétés sont de nouveau suivies cette année.

Financement des projets par les citoyens : Solagro enquête avec Rouge Vif.



L'ARENE Île-de-France a confié au tandem Rouge Vif Territoires/Solagro la réalisation d'enquêtes sur des projets financés par de l'épargne citoyenne, enquêtes éditées en mars 2016.

Nous avons enquêté onze projets, tous différents : certains ont collecté quelques milliers d'euros d'épargne, d'autres jusqu' à 2 millions ! Le profil des investisseurs va du militant antinucléaire à l'habitant pro renouvelable qui n'espère pas tant faire une bonne affaire que rendre son épargne éthique. Plus le nombre de parties prenantes est important, plus les citoyens s'organisent pour que leurs préoccupations soient prises en compte par la structure qui va exploiter le parc éolien, la centrale solaire, ou l'unité de méthanisation.

La qualité première des citoyens investisseurs ? L'opiniâtreté, compte tenu du temps nécessaire à l'aboutissement des projets. Même si elles arrivent 15 ans après les premières coopératives énergétiques allemandes ou danoises, les récentes facilités offertes aux citoyens et aux collectivités ont été bien reçues et parfois déjà expérimentées.

Ce qui a changé en matière d'investissement.

Pour les citoyens, deux grandes options :

1 - j'achète des parts, je deviens actionnaire ou sociétaire du projet

2 - je prête de l'argent qui me sera remboursé avec des intérêts. Ce prêt prend la forme d'obligations, ou d'un compte courant d'associé ouvert par les banques partenaires du projet.

La prise de parts en capital est un geste de soutien potentiellement plus rémunérateur mais plus risqué. Elle permet d'avoir un rôle direct dans la gouvernance du projet, ce que ne permet pas le financement de la dette.

Les communes, les régions, les départements peuvent depuis peu – (Cf. code de l'énergie et code des collectivités territoriales) prendre des parts dans des sociétés de production d'énergie renouvelable, SA, SAS ou SAS SCIC. De quoi reprendre pied dans une compétence déléguée, et agir en propre pour une transition, synonyme de décentralisation.

Nous avons noté une envie de consensus dans les prises de décisions, une envie de fonctionnement coopératif. L'existence de financement participatif n'augmente pas toujours l'acceptabilité des projets surtout si l'ingrédient indispensable - le soutien local politique - manque. Souvent, le montant des participations est calculé pour ne pas décourager les moins fortunés. Une banque a même prêté - à taux quasi-nul - de l'argent à de jeunes ménages pour leur permettre de prendre des parts dans un parc éolien.

Des plateformes pour simplifier les démarches, démultiplier les engagements. Plusieurs structures relais ont vu le jour pour faire fonctionner dans les règles ce mécano du financement citoyen.

Energie Partagée Investissement (EPI) permet de faire de l'investissement en actions, en capital tandis que Lumo, Enerfip, Lendosphère, et Greenchannel sont les 4 plateformes à partir desquelles il est possible de faire un prêt aux projets...

Les projets étudiés par Rouge Vif Territoires et Solagro

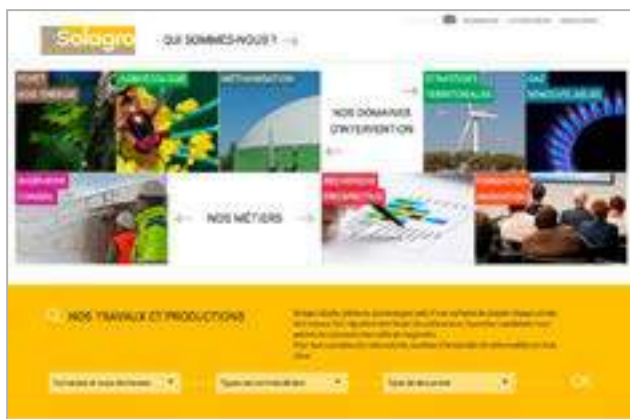
Solagro	Rouge Vif Territoires
<ul style="list-style-type: none"> • Parc éolien de la Luzette (46) • Parc éolien des landes du Mené (22) • Méthadoux, méthanisation agricole et territoriale (17) • Méthamoly, méthanisation agricole et territoriale (69) • Centrale solaire Lumière d'Abaux (86) 	<ul style="list-style-type: none"> • Parc éolien Les ailes des crêtes ardennaises (08) • Centrale solaire de la Biocoop du Mantois (78) • Centrale solaire école de Gaubert (04) • Centrale solaire école de Painlevé (59) • SCIC Energies renouvelables Pays de Dinan (22) : production, commercialisation de bois énergie, études et animation territoriale bois énergie, installation de micro-chaufferies modulaires • La filière bois énergie au Pays de Dinan

Accéder au guide « l'investissement citoyen et participatif » : <http://www.arenidf.org>

Les nouveaux habits de notre communication

Nous avons réalisé en 2015 un audit sur notre stratégie de communication, avec l'appui de Com'unique. Un audit qui a bousculé notre manière de « voir » et nos façons de faire, et ce n'est pas fini ! Premier gros chantier : la refonte de notre communication digitale. Et nous n'avons pas fait les choses à moitié puisque d'un seul site, nous en avons fait 3 ! Ce ravalement n'aurait pas été complet sans la création de Transi'store, une lettre électronique avec laquelle nous entendons monter le son des transitions !

Sur la toile :



Solagro

www.solagro.org

Si notre site générique met en avant nos savoir-faire d'entreprise engagée, éclairceuse et éclairée, notre versant associatif a lui aussi été doté d'une nouvelle lisibilité, avec de nouveaux outils pour échanger avec nos adhérents. Ils peuvent désormais ré-adhérer en ligne, ouvrir des dossiers, des galeries photos et vidéos au fil des événements qui rythment la vie de l'association... Nous avons également créé un site internet pour l'Espace Info-Energie, qui a été conçu pour permettre aux particuliers de gagner en autonomie dans leurs recherches de premiers conseils.



Afterres2050 le blog

<http://afterres2050.solagro.org/>

Conçu pour prolonger les débats ouverts depuis plus de 4 ans, le blog du scénario a été ouvert pour le Salon de l'agriculture, en pleine crise de l'élevage. Une opportunité de rappeler qu'Afterres2050 permet de manière transparente et objective d'engager le débat sur le devenir de l'agriculture.

Dans la presse :

C'était une de nos priorités : travailler de manière plus étroite avec les médias, pour élargir notre audience, diffuser nos propositions, les expliquer. La conférence de presse organisée en octobre 2015, en région parisienne à l'occasion du séminaire sur les régionalisations d'Afterres2050, s'est traduite par 18 articles de fond (au moment où nous mettons sous presse) dans des titres nationaux : La France Agricole, Transrural Initiatives, Cultivar, Campagnes Solidaires, Alternatives Économiques, Campagnes et Environnement, Terre et Net, Repor'terre, Charlie Hebdo, la Vie, Réforme, ...

Retrouvez ici :

<http://afterres2050.solagro.org/ils-en-parlent/afterres2050-dans-la-presse/>.



Paul Neau, Vice-Président de Solagro

Coup d'œil dans le rétro

Pour Paul Neau, administrateur de Solagro, 2015 est une année de changements dans la continuité.

Régulièrement, nous nous interrogeons, sans vraiment trouver de réponse, sur notre capacité à élargir notre audience, à parler au grand public, à tous les publics.

Aussi, quand il a fallu décider de s'impliquer ou non dans les journées Alternatiba de Toulouse, préalables à la mobilisation pour la COP21, nous n'avons pas hésité, et nous n'avons pas été déçus !



© Alternatiba



Plus d'un demi-million de visiteurs sur tous les villages des alternatives organisés en 2015, 35 000 à Toulouse. La mobilisation se prolonge autour d'une coalition 21...

Nous nous sommes mobilisés (adhérents, salariés, administrateurs) pour réaliser en peu de temps des posters et nous avons tenu un stand pendant deux jours en septembre.

Afterres2050 y a été une superbe carte de visite.

Nous avons rencontré un public de convaincus, mais aussi nombre de badauds, de promeneurs qui ont été étonnés de découvrir comment en changeant notre alimentation, nous pouvons agir pour le climat.

Mais il n'y a pas que des moments exceptionnels dans la vie d'une structure associative telle que Solagro, il y a aussi les affaires courantes à administrer et un projet à faire vivre, à renouveler. C'est pour cela que nous avons systématisé en 2015 les « pré-CA » (échanges avant la tenue des conseils d'administration, moments de partage entre administrateurs et salariés).

Avant chaque conseil d'administration, les salariés d'une équipe-projet viennent présenter leurs travaux, achevés ou en préparation, et nous en débattons. Ces échanges clarifient les objectifs mais aussi le contexte dans lequel ils sont menés et leur articulation avec notre feuille de route associative.

Les thèmes des 5 pré-CAs organisés durant l'année 2015 sont des bons indicateurs des questions qui traversent Solagro : ils ont porté sur la régionalisation d'Afterres (en mars), la COP21 (en mai), l'évolution du système de soutien aux énergies renouvelables (en juillet), les enjeux du projet d'économie circulaire initié par CLER-VERTS en Lauragais (en septembre) et les Territoires à Energie Positive (en décembre).

L'équipe

Le conseil d'administration 2015-2016

Le bureau :



Cécile Canale
Présidente



Marc Deconchat
Vice-Président



Paul Neau
Vice-Président



Arielle Cleu
Trésorière



Monique Fauré
Secrétaire

Les administratrices et administrateurs :



Jacques Berthelot (1), Claire Dumas (2), Bruno Legagneux (3), Etienne Paul (4), Christophe Pouyanne (5), Marc Raymond (6), Alain Salcedo (7), Henri Schneider (8), Françoise de Solan (9). Xavier Normand (10), a suivi les travaux du CA en tant qu'observateur.

Caroline Gibert, Céline Porhel, et Nicolas Métayer représentent les salariés au conseil d'administration.

En 2015, Solagro a 116 adhérents.

L'équipe salariée :

Elle totalise plus ou moins 25 équivalent temps plein, comme en 2014.

Suite au départ de Marthe L'Huillier, et à plusieurs départs en congés de maternité en toute fin d'année 2015 et début 2016, nous avons procédé à des embauches en CDI (Simon Métivier) mais aussi en CDD : Claire Carbonnel, Michael Chu Van Duc, et Julie Mothes.

Nous avons également accueilli en stage plusieurs étudiantes qui ont pu consolider leur formation, tout en défrichant de nouveaux chantiers : Laure Crova (messicoles, Catherine Milou (Lutte biologique) et Clémence Rucay (circuits courts alimentaires sur la métropole toulousaine).

Philippe POINTEREAU, Directeur Pôle AGRICULTURE

Chargés d'études et projets

- Jean-Luc BOCHU
- Frédéric COULON
- Sylvain DOUBLET
- Caroline GIBERT
- Marine GIMARET
- Brigitte LANGEVIN
- Nicolas METAYER

Comité de direction Madeleine CHARRU - Directrice Services transversaux

- Anne-Laure CONSTANTIN
Attachée de direction
- Mylène PAYZAL
Assistante
- Sophie MARIN
Assistante ingénieurs
- Isabelle MEIFFREN
Information,
coordination de projets
- Muriel MONTET
Administration, comptabilité

Christian COUTURIER, Directeur Pôle ENERGIE

Chargés d'études et de projets

- Sylvaine BERGER
- Gaël CARAYON
- Elen DEVAUCHELLE
- Céline LABOUBEE
- Marthe L'HUILLIER
- Céline PORHEL
- Jérémie PRIAROLLO
- Claire RUSCASSIE
- Anne VICTOR

Conseillers INFO→ENERGIE

- Rémi GAYRARD
- Sandrine LAMBERT
- Mathieu OULMONT

De nouveaux réseaux

Les réseaux professionnels et associatifs sont d'importantes sources d'information, des lieux de formation, et d'importantes instances de « plaidoyer » autour desquelles se construisent des positions communes.



CIBE : Comité interprofessionnel du bois énergie

<http://www.cibe.fr/>

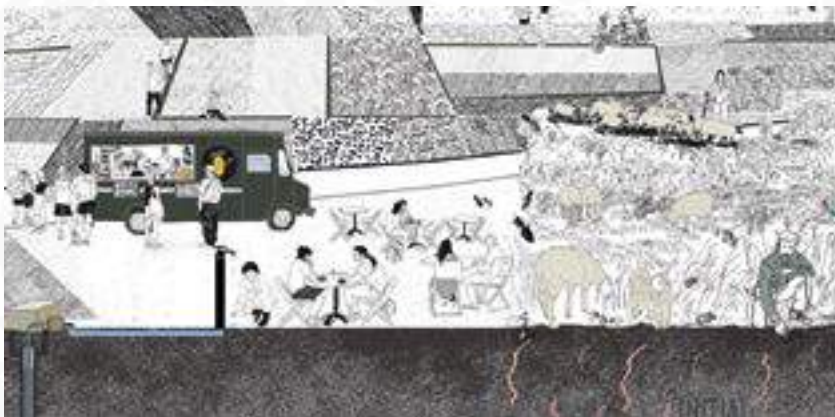
Cette année aura été marquée par l'élection en juin de Claire Ruscassie au conseil d'administration du CIBE, comité interprofessionnel du Bois Énergie. Claire siège dans le collège « Animation », avec Bois Énergie 15. De la forêt à la cendre, le CIBE réunit et coordonne de nombreux acteurs - privés et publics - autour d'un objectif de « professionnalisation, et d'harmonisation des pratiques et des règles de l'art, de formation, de promotion des chaufferies de forte et moyenne puissances, et des réseaux de chaleur.

Aussitôt élue, aussitôt mobilisée : pour le colloque anniversaire des 10 ans du CIBE, Solagro, par la voix de Claire a présenté devant 150 professionnels, le rôle joué par le bois énergie dans les scénarios négaWatt et Afterres2050. Elle a également participé aux nombreux rendez-vous organisés par le CIBE, autour des problématiques actuelles : l'amélioration du fonctionnement du réseau des animateurs bois énergie, la gestion des cendres, les conditions permettant une meilleure acceptabilité des projets, les chartes de certification des combustibles.

La démarche PAP : Paysages de l'Après-Pétrole

Par l'entremise de Philippe Pointereau qui en est l'un des membres fondateurs, Solagro suit les travaux du Collectif Paysages de l'Après-Pétrole (PAP). Pour PAP, la transition énergétique, et plus largement, les politiques de développement durable, impactent, transforment le paysage. Il s'agit donc d'engager cette transition « paysagère » par des approches ouvertes à la participation des citoyens, le paysage étant un vecteur privilégié du bien vivre ensemble, bien au-delà de la question de l'acceptabilité de projets.

Constitué en association, le Collectif Paysages de l'Après-Pétrole a choisi d'orienter en priorité ses réflexions, sur le développement urbain, l'économie et les innovations énergétiques, la mise en œuvre de l'agroécologie.



Fin 2050, le retour des épiceries et restaurants mobiles ? Fragment d'un paysage afterrien, agence INITIAL.

Membre du collectif PAP, l'Agence de paysage INITIAL a réalisé avec le soutien de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie trois prospectives paysagères qui nous projettent dans trois paysages d'Afterres2050 très contrastés, en Thiérache, en Beauce et dans la métropole parisienne. Ce premier travail préfigure d'autres collaborations entre PAP, Solagro, négaWatt, et d'autres, pour une réelle prise en compte du paysage dans les transitions en cours.

Et aussi

Nous participons aux instances dirigeantes de l'Association française des arbres et haies champêtres, du CLER-réseau pour la transition énergétique, et du réseau TEPOS des territoires à énergie positive, de FNE Midi-Pyrénées, du Club Biogaz ATEE.

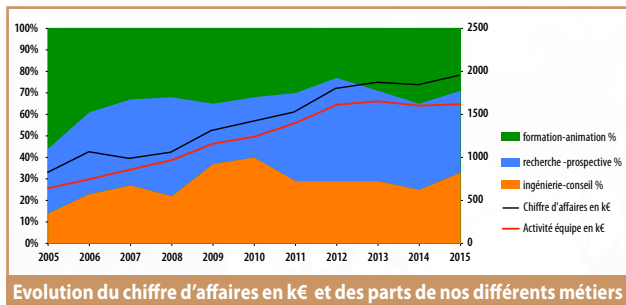
Nous sommes :

- membres d'AMORCE, d'Agri Sud-Ouest Innovation, du pôle de compétitivité DERBI, de l'ATEE Midi-Pyrénées, du Réseau Sortir du nucléaire, de l'Association française d'agroforesterie, de l'association Énergie Partagée,
- sociétaires d'Enercoop Midi-Pyrénées, de la société coopérative CITIZ (ex Mobilib Toulouse), de la SCIC IF : Les Imaginations fertiles (ex La Serre).

Certains salariés de Solagro sont impliqués à titre personnel dans des structures avec lesquelles nous croisons nos approches : négaWatt, l'Association française d'agronomie, et le CREN, conservatoire régional des espaces naturels.

Tous comptes faits

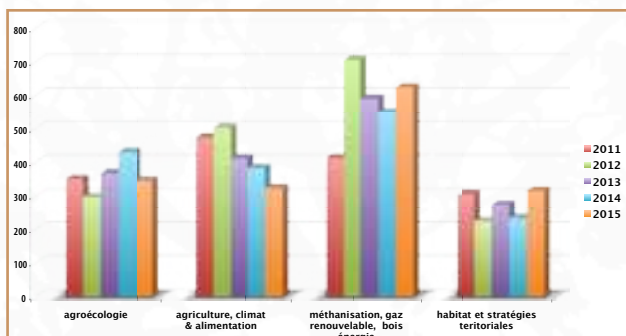
Maintien du volume d'activité et de l'équilibre entre nos métiers



Evolution du chiffre d'affaires en k€ et des parts de nos différents métiers

Le volume d'activité de l'équipe reste stable pour un nombre d'ETP productifs légèrement inférieur. Si le chiffre d'affaires augmente de 100 k€, c'est le fait d'une augmentation de la part co- ou sous-traitée de nos actions. Nos trois métiers s'équilibrent avec l'augmentation du volume des actions d'ingénierie-conseil qui représentent un tiers de l'activité 33 %. Le reste se partageant entre l'animation-formation en léger recul avec 29 % des produits et les travaux de recherche-prospective qui occupent toujours la première place avec 38 %.

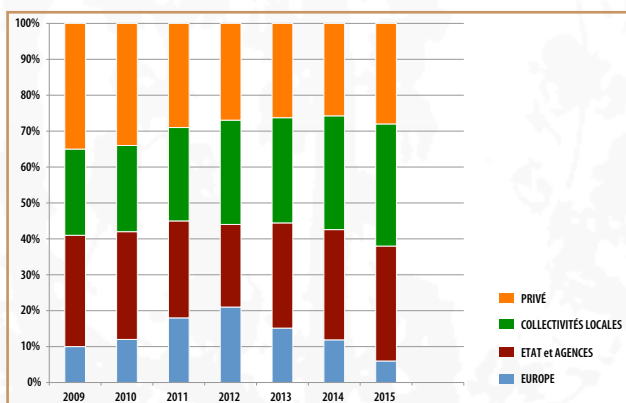
Evolutions de nos domaines d'intervention



Répartition de notre activité par domaine d'intervention en chiffre d'affaires

On observe la reprise de l'activité sur la méthanisation, les gaz renouvelables et le bois énergie, ainsi que l'amorce du développement de l'accompagnement des stratégies territoriales. La baisse dans le domaine de l'agroécologie s'explique en partie par la baisse passagère des ressources humaines compétentes (-1ETP de congés sabbatique & maternité pour ce pôle). La faiblesse relative du volet agriculture, climat et alimentation qui comprend nos travaux sur Afterres2050 est due à la forte diminution de l'activité sur le volet énergie-climat : un paradoxe l'année de la COP 21.

Diversité des sources de financement



Origine du financement de l'activité

La pluralité des sources de financement est un facteur important de pérennité.

70 % des financements sont d'origine publique mais variée tant dans la diversité des sources :

collectivités diverses, ministères, administrations d'Etat en région, agences de la recherche, de l'environnement, de l'eau,...

que dans la diversité des types de financement :

marché ou commande pour 60 % des volumes, conventions et partenariats sur les projets de notre initiative pour 40 %.

Un résultat positif

Les charges, constituées à 64 % par la masse salariale sont assez stables mais cette année encore presque égales aux stricts produits d'exploitation. Un excédent de 64 k€ est pourtant dégagé grâce au résultat exceptionnel et aux crédits d'impôts recherche, innovation et compétitivité emploi réunis. Il viendra abonder le fond associatif indispensable pour assurer notre besoin en fond de roulement et la poursuite de notre action au service des transitions.

En route pour 2016

2016 est bien entamée ! De quoi dire de quoi elle sera - en partie - faite. Chaque année apporte en effet son lot d'inattendus et de sollicitations imprévues. Voici pourtant les sujets dont nous pouvons dire avec certitude qu'ils auront une place dans le ou les prochains rapports d'activités.

L'édition, en préparation, **de la brochure de présentation de la nouvelle version du scénario Afterres2050**. Cette publication va valoriser les résultats des travaux de régionalisation qui ont permis d'actualiser et consolider le scénario national. Une publication aussi attendue par les férus de prospective que par ceux qui souhaitent engager une réflexion à l'échelle de leur territoire.

La publication, en partenariat avec le Réseau Action Climat (RAC-France), d'un document sur le **potentiel de production des légumes secs en France**, à l'heure où les légumineuses reviennent sur le devant de la scène compte tenu de leurs multiples atouts : fixation de l'azote, protection des sols, et bien sûr production de protéines végétales qui vont nous aider à réduire la part de protéines animales dans notre alimentation.

HERBEA « Saison 3 » : notre plateforme web sur la lutte biologique contre les ravageurs, entre dans une phase de promotion et d'appui à la prise en main par les acteurs agricoles.

Dans le domaine de la recherche et de la prospective, de nouveaux programmes de recherche-développement s'ajoutent à une palette déjà bien fournie :

- Bag'ages pour l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. Coordonné par l'INRA, Bag'ages doit évaluer l'impact de certaines pratiques agroécologiques sur l'infiltration et la rétention des eaux dans les sols et les transferts de polluants. Seront étudiés : la diversification des cultures (rotations/assolements), les couverts végétaux, la réduction du travail du sol, l'agroforesterie. Ce programme va nous mobiliser pendant 5 ans, avec 22 partenaires techniques et scientifiques régionaux.
- BABET-REAL 5 : vers des bioraffineries durables. Ce programme, soutenu par la Commission européenne, vise à définir un ou plusieurs modèles de « bioraffinerie » d'éthanol de deuxième génération, produit à partir de déchets et de résidus organiques. Il s'agit de proposer un modèle alternatif aux unités développées jusqu'ici, très capitalistiques. Basées sur la collecte de grandes quantités de résidus (de 250 à 300 000 tonnes par an), ces bioraffineries ne sont ni généralisables, ni accessibles à de nombreux territoires ruraux. BABET-REAL 5 va étudier les conditions (approvisionnement, procédés, coûts, ...) dans lesquelles de petites unités (30 000 tonnes de matières sèches par an) pourraient se déployer en Europe, et nous travaillerons pour ce faire avec des pays qui ont déjà sérieusement exploré ces sujets : Mexique, Argentine, Uruguay, Allemagne, Portugal, Espagne...

Solagro, avec un consortium de spécialistes européens de l'agroécologie et de la lutte contre le changement climatique, a été retenu par le centre de recherche de la commission européenne (JRC Ispra), pour réaliser dans le cadre d'un contrat-cadre de 4 ans, des expertises, des études de cas à la demande. Il s'agit d'améliorer les indicateurs, les méthodes d'évaluation et les dispositifs d'accompagnement agroenvironnementaux à l'échelle européenne.

Enfin, nul doute que nous continuerons de réaliser en 2016 de nombreuses études, ponctuelles ou territoriales, pour accompagner des projets qui s'inscrivent ou portent des transitions énergétiques, agroécologiques ou alimentaires.

Solagro

Directrice de la publication : Cécile Canale, Présidente de Solagro

Coordination, secrétariat de rédaction : Isabelle Meiffren

Ont participé à la rédaction :

toute l'équipe de Solagro

Conception et réalisation graphique : Eric Péro – www.imageric.fr

Crédits photos : Solagro, sauf mention contraire

Date de publication : Mai 2016



Solagro – 75 Voie du TOEC

CS 27608

31076 TOULOUSE Cedex 3

Tél : 05 67 69 69 69

Mél : solagro@solagro.asso.fr

www.solagro.org